

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**3<sup>e</sup> séance – 16 décembre 2020, 19 heures**  
(par visioconférence)

---

### **Invités :**

Mme	Sandra Boisse
M.	Sylvain P. Caron
Mme	Mélisandre Shanks
M.	Benoit Guilmain
Mme	Kiléka Coulibaly
M.	Pierre-Gérald Jean
Mme	Isabelle Perreault
M.	Marc Benoit
Mmes	Annie Bourgeois Johanne Carmichael
MM.	Jean-Pierre Gauvin Julien Le Maux
Mmes	Alisha Wissanji Linda Cazale
M.	Étienne Lamy

### **Sont aussi présents :**

M.	Robert Gendron, directeur général
M <sup>e</sup>	Jérôme Gariépy, membre du personnel d'encadrement sans droit de vote
M <sup>e</sup>	Ann-Sophie Verrier, secrétaire générale
Mme	Maude Leclerc, analyste, Service du secrétariat général

\*\*\*\*\*

Une première pause a lieu de 20 h 15 à 20 h 30.

Une seconde pause a lieu de 21 h 45 à 21 h 55.

\*\*\*\*\*

### **Mot de la présidence**

La présidente, Mme Mélisandre Shanks, ouvre la séance du Conseil d'administration et souhaite la bienvenue à tous. Elle souligne d'abord l'année époustouflante que le CSSDM vient de passer avec un changement de gouvernance majeur dans un contexte de pandémie.

À cet effet, elle remercie les enseignants, les membres de l'administration, les élèves, les familles et tout le personnel du Centre de services scolaire de Montréal pour leur flexibilité, leur résilience et leur créativité dans cet effort colossal pour limiter l'impact de la pandémie sur le milieu scolaire.

Elle termine son intervention en souhaitant un bon temps des fêtes à toutes et à tous ainsi qu'un retour à la normalité en 2021.

### **Mot de la direction générale**

Le directeur général, M. Robert Gendron mentionne d'abord s'inscrire dans les propos de Mme Shanks. Il fait ensuite un bref bilan de la situation de la pandémie de la Covid-19 au CSSDM. En référence avec le printemps et l'automne 2020, il se dit ému par le travail extraordinaire réalisé par toute la communauté montréalaise pour soutenir le milieu scolaire dans ce contexte difficile.

Il termine son intervention en offrant également meilleurs vœux des fêtes à toutes et à tous en plus de remercier les membres du Conseil d'administration du dévouement dont ils font preuve dans leurs nouvelles fonctions.

#### 1. **Période réservée aux questions du public**

- a) Mme Catherine Beauvais St-Pierre – Alliance des professeures et de professeurs de Montréal

Mme Catherine Beauvais St-Pierre de l'Alliance des professeures et des professeurs de Montréal revient sur son intervention lors de la dernière séance (25 novembre 2020) concernant les revendications du personnel enseignant. Elle demande à nouveau si le Conseil d'administration du CSSDM appuie les revendications de l'Alliance.

M. Robert Gendron présente brièvement son rôle de porte-parole du CSSDM ainsi que le rôle du Conseil d'administration et explique qu'ils ne peuvent se prononcer dans l'exercice de leurs fonctions sur des négociations avec le gouvernement provincial.

- b) M. Marc-Étienne Deslauriers – Comité de parents

M. Marc-Étienne Deslauriers, président du Comité de parents (CP) remercie d'abord Mme Annie Bourgeois et Mme Lucie Painchaud pour leur présentation devant le CP pendant laquelle elles ont répondu aux questions des parents. Ces questions portaient notamment sur la ventilation. Il demande ensuite quel sera le calendrier de nomination pour le nouveau directeur général.

Mme Mélisandre Shanks répond que ce calendrier sera constitué sous peu et pourra être transmis au Comité de parents.

- c) M. Rémi Desrosiers - Syndicat national des employées et employés de la Commission Scolaire de Montréal

M. Rémi Desrosiers demande aux membres du CA, en lien avec le reconfinement imposé par le gouvernement, quelle est leur interprétation d'une circonstance de travaux d'urgences incontournables?

M. Gendron explique l'interprétation du CSSDM des directives émises par le ministère de l'Éducation. Il rappelle brièvement les conditions sanitaires dans lequel les travaux seront effectués au retour des fêtes le 4 janvier et la nature des travaux qui seront demandés.

## 2. Approbation de l'ordre du jour

Les modifications suivantes sont proposées à l'ordre du jour :

- Ajout au point 3 du projet de résolution portant sur la formation d'un comité ad hoc du Conseil d'administration afin de coordonner la démarche devant mener à la nomination d'un directeur général ou une d'une directrice générale du CSSDM (proposé par Mme Shanks).
- Ajout du sujet « Plan de relève de la direction générale » au point 17 de l'ordre du jour (proposé par M. Jean-Pierre Gauvin).
- Ajout de l'annexe 3 au point 8.
- Ajout des annexes 2 à 4 au point 16.

L'adoption de l'ordre du jour est proposée par Mme Johanne Carmichael et appuyée par Mme Annie Bourgeois.

L'ordre du jour modifié est donc adopté comme suit :

- 1- Période réservée aux questions du public
- 2- Approbation de l'ordre du jour
- 3- CA-202012-20      Projet de résolution portant sur la formation d'un comité ad hoc du Conseil d'administration afin de coordonner la démarche devant mener à la nomination d'un directeur général ou d'une directrice générale du CSSDM déposée par Mme Kiléka Coulibaly
- 4- CA-01-202012-05-A      Direction générale – recommandations du comité de répartition des ressources au regard de la mesure 15082 et du regroupement des mesures 50760
- 5- CA-02-202012-04      Direction générale adjointe à la gestion des personnes et des pratiques d'encadrement – personnel de direction d'établissement scolaire – nomination à un poste de direction à l'École des métiers du Sud-Ouest-de-Montréal (EMSOM) – année 2020-2021
- 6- CA-02-202012-05      Direction générale adjointe à la gestion des personnes et des pratiques d'encadrement – personnel de direction d'établissement scolaire – nomination à un poste de direction à l'École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (EMICA) – année 2020-2021

- 7- CA-02-202012-06 Direction générale adjointe à la gestion des personnes et des pratiques d'encadrement – personnel de direction d'établissement scolaire – nomination à un poste de direction à l'école Saint-Anselme – année 2020-2021
- 8- CA-05-202012-01 Service des ressources matérielles – projet d'une nouvelle école primaire dans le secteur Notre-Dame-de-Grâce – plan québécois des infrastructures (PQI) 2021-2031 – amendement à la demande d'ajouts d'espaces dans le cadre de la mesure 50511 – présentée au ministère de l'Éducation (MEQ)
- 9- CA-05-202012-02-A Direction générale adjointe à la gestion de la performance financière et de l'efficacité opérationnelle – centre administratif et annexe – délocalisation – autorisation de la signature d'un amendement révisé à la convention d'usufruit avec le *Fonds de placement immobilier Cominar*
- 10- CA-10-202012-01 Service de l'organisation scolaire – calendriers scolaires 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, aux jours chômés et payés du personnel non enseignant et aux semaines de fermeture institutionnelle – proposition pour adoption
- 11- CA-10-202012-04 Service de l'organisation scolaire – plan triennal de répartition et de destination des immeubles (PTRDI) 2021-2024 du Centre de services scolaire de Montréal
- 12- CA-33-202012-01 Service des ressources matérielles – demande d'autorisation pour la signature d'une prolongation de bail en faveur du Centre de la petite enfance Autour du monde
- 13- CA-33-202012-02 Service des ressources matérielles – demande d'autorisation pour la signature d'un bail en faveur de l'Association des concierges des écoles du district de Montréal (ACEDM)
- 14- PÉ-AVIS-46 Protecteur de l'élève – avis de la protectrice de l'élève concernant un élève de la formation professionnelle – 2020-2021
- 15- Rapports d'information :
- a) INF-CA-2020-03 Service du secrétariat général – reddition de comptes au Conseil d'administration pour les rapports autorisés par le directeur général dans le cadre de la délégation de pouvoirs transitoire
- b) CA-02-202012-06 Direction générale – répartition du solde de la mesure 30391
- 16- Rubrique du représentant au CGTSIM

17- Plan de relève de la direction générale

18- Divers

19- Levée de la séance

3. Projet de résolution portant sur la formation d'un comité ad hoc du Conseil d'administration afin de coordonner la démarche devant mener à la nomination d'un directeur général ou d'une directrice générale du CSSDM

Document déposé : Rapport CA-202012-20 de Mme Kiléka Coulibaly concernant le sujet en référence

Mme Linda Cazale propose de déposer le projet de résolution à la séance du Conseil d'administration du 27 janvier 2021.

M. Étienne Lamy demande le vote sur cette proposition de dépôt.

M. Marc Benoit, Mme Annie Bourgeois, Mme Johanne Carmichael, Mme Linda Cazale, M. Pierre-Gérald Jean, M. Julien Le Maux, Mme Isabelle Perreault et Mme Alisha Wissanji votent pour.

Mme Sandra Boisse, M. Sylvain Caron, Mme Kiléka Coulibaly, M. Jean-Pierre Gauvin, M. Benoit Guilmain, M. Étienne Lamy et Mme Mélisandre Wissanji votent contre.

La proposition de dépôt est adoptée à la majorité par les administrateurs présents.

Il est donc **RÉSOLU** de reporter l'étude de ce rapport à la séance du 27 janvier 2021.

4. Direction générale – recommandations du comité de répartition des ressources au regard de la mesure 15082 et du regroupement des mesures 50760

Document déposé : Rapport CA-01-202012-05-A, version modifiée en date du 6 janvier 2021 de MM. Krime Azouaou et Michel Plante concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT les éléments du présent rapport qui viennent modifier le budget 2020-2021 du Centre de services scolaire de Montréal;

CONSIDÉRANT la nécessité de répartir la totalité des allocations qui ont été consenties par le ministère de l'Éducation du Québec;

CONSIDÉRANT l'analyse de la situation par le comité de répartition des ressources dans le cadre de la séance extraordinaire du 9 octobre 2020 et de la séance ordinaire du 21 octobre 2020;

CONSIDÉRANT que les recommandations formulées par le comité de répartition des ressources à la suite des séances tenues en octobre 2020 devaient être présentées en totalité dans le rapport CA-02-202011-01, mais que certains éléments ont été omis;

CONSIDÉRANT les dispositions applicables du *Règlement R2011-1 concernant la délégation de fonctions et de pouvoirs* et de la *Loi sur l'instruction publique*;

Il est PROPOSÉ :

- 1° d'APPROUVER les propositions formulées dans le présent rapport;
- 2° d'AUTORISER le Service des ressources financières à procéder aux transferts budgétaires nécessaires.

Mme Alisha Wissanji, demande que la correction technique suivante soit apportée au document :

- À la page 2 du rapport, d'ajouter à la liste des critères pour le choix des logiciels l'expression « souci de l'inclusion et de la diversité ».

M. Pierre-Gérald Jean, demande également une correction technique à la page 2 du rapport pour que soit ajouté :

- « Que le matériel pédagogique utilisé dans les écoles et les centres du CSSDM reflète la diversité socio-démographique des élèves ».

Mme Isabelle Perreault, propose l'approbation des recommandations.

Cette proposition est appuyée par M. Julien Le Maux.

Mme Mélisandre Shanks s'abstient.

La résolution est donc adoptée à la majorité par les administrateurs présents.

Il est donc majoritairement **RÉSOLU** d'adopter le rapport tel que modifié.

5. Direction générale adjointe à la gestion des personnes et des pratiques d'encadrement – personnel de direction d'établissement scolaire – nomination à un poste de direction à l'École des métiers du Sud-Ouest-de-Montréal (EMSOM) – année 2020-2021

Document déposé : Rapport CA-02-202012-04 en date du 3 décembre 2020 de M. Frédéric Corbeil concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT le rapport soumis concernant la nomination d'une direction à l'École des métiers du Sud-Ouest-de-Montréal (EMSOM);

CONSIDÉRANT la *Politique locale de gestion des cadres de la Commission scolaire de Montréal* concernant l'affichage des postes vacants;

CONSIDÉRANT l'article 84a) du *Règlement R2011-1 concernant la délégation de fonctions et de pouvoirs*;

Il est unanimement **RÉSOLU** :

- 1° de NOMMER M. Patrice Forest au poste de direction à l'École des métiers du Sud-Ouest-de-Montréal (EMSOM), à compter du 4 janvier 2021.

6. Direction générale adjointe à la gestion des personnes et des pratiques d'encadrement – personnel de direction d'établissement scolaire – nomination à un poste de direction à l'École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (EMICA) – année 2020-2021

Document déposé : Rapport CA-02-202012-05 en date du 4 décembre 2020 de M. Frédéric Corbeil concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT le rapport soumis concernant la nomination d'une direction à l'École des métiers des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (EMICA);

CONSIDÉRANT la *Politique locale de gestion des cadres de la Commission scolaire de Montréal* concernant l'affichage des postes vacants;

CONSIDÉRANT l'article 84a) du *Règlement R2011-1 concernant la délégation de fonctions et de pouvoirs*;

Il est unanimement **RÉSOLU** :

- 1° de NOMMER M. Jean-François Gagnon au poste de direction de l'École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (EMICA), à compter du 4 janvier 2021.

7. Direction générale adjointe à la gestion des personnes et des pratiques d'encadrement – personnel de direction d'établissement scolaire – nomination à un poste de direction à l'école Saint-Anselme – année 2020-2021

Document déposé : Rapport CA-02-202012-06 en date du 7 décembre 2020 de Mme Julie Belhumeur concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT le rapport soumis concernant la nomination d'une direction à l'école Saint-Anselme;

CONSIDÉRANT la *Politique locale de gestion des cadres de la Commission scolaire de Montréal* concernant l'affichage des postes vacants;

CONSIDÉRANT l'article 84 a) du *Règlement R2011-1 concernant la délégation de fonctions et de pouvoirs*;

Il est unanimement **RÉSOLU** :

- 1° de NOMMER Mme Sylvie Beaudoin au poste de direction à l'école Saint-Anselme, à compter du 17 décembre 2020;
- 2° de SOUMETTRE cette nouvelle nomination à une période de probation de six mois, conformément à la *Politique locale de gestion des cadres de la Commission scolaire de Montréal*.

8. Service des ressources matérielles – projet d’une nouvelle école primaire dans le secteur Notre-Dame-de-Grâce – plan québécois des infrastructures (PQI) 2021-2031 – amendement à la demande d’ajouts d’espaces dans le cadre de la mesure 50511 – présentée au ministère de l’Éducation (MEQ)

Document déposé : Rapport CA-05-202012-01 en date du 4 décembre 2020 de Mme Marie Paré concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT qu’un appel d’intérêt a été lancé et que le rapport A-31-3802 a été adopté par le comité exécutif en 2019 (cf. AO 27-598S, A-31-3802, comité exécutif du 11 juin 2019);

CONSIDÉRANT que les instances du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) approuvaient le rapport A-10-208 portant sur la demande d’ajouts d’espaces auprès du ministère de l’Éducation du Québec (MEQ) et mandataient la direction générale, en collaboration avec le Service de l’organisation scolaire et le Service des ressources matérielles, pour poursuivre les démarches auprès du MEQ concernant le dossier de la capacité d’accueil et de l’ajout d’espace (cf. rapport A-10-208, décision 4, 6 octobre 2020);

CONSIDÉRANT qu’une lettre d’intention de la part de M. Stéphane Vaillancourt, président-directeur général des YMCA du Québec, a été jointe au dépôt du PQI 2021-2031 le 30 octobre 2020, afin de valider leur soutien au projet;

CONSIDÉRANT le caractère innovant du projet qui propose une vision d’un pôle éducatif et communautaire;

CONSIDÉRANT les dispositions applicables du *Règlement R2011-1 concernant la délégation de fonctions et de pouvoirs à la CSDM*;

CONSIDÉRANT la résolution du Conseil d’administration CA-202010-09 visant à établir une délégation de pouvoirs transitoire, laquelle prévoit que tous les pouvoirs relevant du Conseil des commissaires relèvent provisoirement du Conseil d’administration;

Il est PROPOSÉ :

- 1° d’AMENDER la demande d’ajout d’espace soumise au ministère de l’Éducation (MEQ) dans le cadre de la mesure 50511 du Plan québécois des infrastructures (PQI) 2021-2031;
- 2° de DEMANDER l’ajout d’espace à soumettre au ministère de l’Éducation (MEQ) dans le cadre de la mesure 50511 du Plan québécois des infrastructures (PQI) 2021-2031.

La présidente, Mme Mélisandre Shanks, demande le vote sur cette proposition.

M. Marc Benoit, Mme Sandra Boisse, Mme Annie Bourgeois, Mme Johanne Carmichael, M. Sylvain P. Caron, Mme Linda Cazale, Mme Kiléka Coulibaly, M. Jean-Pierre Gauvin, M. Pierre-Gérald Jean, M. Étienne Lamy, M. Julien Le Maux, Mme Isabelle Perreault et Mme Alisha Wissanji votent pour.

M. Benoit Guilmain et Mme Mélisandre Shanks votent contre.

La proposition est adoptée à la majorité par les administrateurs présents.

Mme Mélisandre Shanks souhaite inscrire sa dissidence.

Il est majoritairement **RÉSOLU** :

- 1° d'AMENDER la demande d'ajout d'espace soumise au ministère de l'Éducation (MEQ) dans le cadre de la mesure 50511 du Plan québécois des infrastructures (PQI) 2021-2031;
- 2° de DEMANDER l'ajout d'espace à soumettre au ministère de l'Éducation (MEQ) dans le cadre de la mesure 50511 du Plan québécois des infrastructures (PQI) 2021-2031.

9. Direction générale adjointe à la gestion de la performance financière et de l'efficacité opérationnelle – centre administratif et annexe – délocalisation – autorisation de la signature d'un amendement révisé à la convention d'usufruit avec le *Fonds de placement immobilier Cominar*

Document déposé : Rapport CA-05-202012-02-A en date du 15 décembre 2020 de Mme Manon Lanctôt concernant le sujet en référence

M. Benoit Guilmain propose de déposer ce rapport à la séance du Conseil d'administration du 27 janvier 2021.

La proposition de dépôt est appuyée par M. Étienne Lamy.

La proposition de dépôt est adoptée à l'unanimité par les membres présents.

10. Service de l'organisation scolaire – calendriers scolaires 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, aux jours chômés et payés du personnel non enseignant et aux semaines de fermeture institutionnelle – proposition pour adoption

Document déposé : Rapport CA-10-202012-01 en date du 9 décembre 2020 de Mme Caroline Labelle concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT que le projet des calendriers scolaires des trois (3) prochaines années, que les jours chômés et payés du personnel non enseignant et que les semaines de fermeture institutionnelle ont été jugés conformes par le Bureau des relations professionnelles;

CONSIDÉRANT les propositions exprimées par le comité consultatif de gestion, le comité de parents ainsi que les syndicats et les associations professionnelles de toutes les catégories d'employés quant à l'adoption du projet de calendriers scolaires 2021-2022, 2022-2023 et 2023- 2024 de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, aux jours chômés et payés du personnel non enseignant et aux semaines de fermeture institutionnelle;

CONSIDÉRANT que les commentaires émis par le comité consultatif de gestion, le comité de parents ainsi que les syndicats et les associations professionnelles de toutes les catégories d'employés ont été entendus et en partie respectés;

CONSIDÉRANT que l'Alliance des professeures et des professeurs de Montréal devra informer le CSSDM des dates du colloque de l'Alliance qui aura lieu au cours de l'année 2023-2024;

CONSIDÉRANT que la direction générale adjointe concernée recommande l'autorisation du présent rapport;

CONSIDÉRANT que le Centre de services scolaire établit le calendrier scolaire des écoles en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique selon l'article 238 de la *Loi sur l'instruction publique*;

CONSIDÉRANT que le Centre de services scolaire établit le calendrier scolaire des centres de formation professionnelle et des centres d'éducation des adultes en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique selon l'article 252 de la *Loi sur l'instruction publique*;

Il est PROPOSÉ par M. Julien Le Maux et APPUYÉ par Mme Annie Bourgeois :

- 1° d'ADOPTER le projet de calendriers scolaires 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, aux jours chômés et payés du personnel non enseignant et aux semaines de fermeture institutionnelle tel que présenté dans le rapport A-10-206.

Un vote est demandé par Mme Sandra Boisse.

M. Marc Benoit, Mme Annie Bourgeois, Mme Johanne Carmichael, M. Sylvain P. Caron, Mme Linda Cazale, Mme Kiléka Coulibaly, M. Jean-Pierre Gauvin, M. Pierre-Gérald Jean, M. Étienne Lamy, M. Julien Le Maux, Mme Isabelle Perreault, Mme Mélisandre Shanks et Mme Alisha Wissanji votent pour.

M. Benoit Guilmain et Mme Sandra Boisse votent contre.

La proposition est adoptée à la majorité par les administrateurs présents.

Il est donc majoritairement **RÉSOLU** :

- 1° d'ADOPTER le projet de calendriers scolaires 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 de la formation générale des jeunes, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle, aux jours chômés et payés du personnel non enseignant et aux semaines de fermeture institutionnelle tel que présenté dans le rapport A-10-206.

11.

Service de l'organisation scolaire – plan triennal de répartition et de destination des immeubles (PTRDI) 2021-2024 du Centre de services scolaire de Montréal

Document déposé : Rapport CA-10-202012-04 en date du 11 décembre 2020 de MM. Jean-Christophe C. Pettersen et Louis Bastien Lapierre concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT les consultations à effectuer suivant l'adoption du rapport A-10-202 le 23 juin 2020 et du rapport CA-10-202011-02 du 30 octobre 2020 concernant les modifications au PTRDI 2021-2024;

CONSIDÉRANT que, aux termes de l'article 211 de la *Loi sur l'instruction publique* (LIP), le Centre de services scolaire (CSSDM) doit établir un Plan triennal de répartition et de destination de ses immeubles (PTRDI);

CONSIDÉRANT que les articles 79 et 110.1 de cette loi précisent que les conseils d'établissement doivent être consultés sur la modification ou la révocation de l'acte d'établissement de leur école ou de leur centre;

CONSIDÉRANT que, en vertu de l'article 212 de la LIP, le Centre de services scolaire doit tenir des consultations publiques en cas de fermeture d'école, de modification à l'ordre d'enseignement, aux cycles ou parties de cycles offerts par une école ou en cas de cessation des services d'éducation préscolaires proposés par une école;

CONSIDÉRANT que, suivant l'article 193 de la LIP, le CSSDM doit consulter le Comité de parents sur ce PTRDI;

CONSIDÉRANT que, suivant l'article 211 de la LIP, le CSSDM doit consulter la Ville de Montréal, la Ville de Westmount et la Communauté métropolitaine de Montréal relativement à l'adoption du PTRDI;

CONSIDÉRANT que le CSSDM souhaite, dans ce contexte, prendre en compte les besoins exprimés par les représentants des milieux et ainsi favoriser l'expression de la vie démocratique;

CONSIDÉRANT que le CSSDM désire que son PTRDI soit le reflet le plus fidèle des besoins formulés par les communautés locales et des pressions démographiques qui s'exercent sur son territoire;

CONSIDÉRANT que le CSSDM reconnaît dans l'actualisation de son PTRDI un moyen pour favoriser la réalisation de sa mission éducative;

CONSIDÉRANT que le CSSDM conçoit la relation dynamique de tous ses secteurs de formation, soit la formation générale des jeunes, la formation générale des adultes et la formation professionnelle, comme essentielle à la réalisation de sa mission;

CONSIDÉRANT que le CSSDM entend optimiser l'utilisation de l'ensemble de son parc immobilier;

CONSIDÉRANT les barrières géographiques et urbaines existantes et l'importance pour le CSSDM de favoriser le transport actif;

CONSIDÉRANT que le CSSDM souhaite établir un plan d'aménagement et de gestion de son territoire scolaire en concertation avec les milieux, les secteurs, les arrondissements et la Ville de Montréal;

CONSIDÉRANT les travaux importants de rénovation, d'agrandissement et de construction à venir, liée aux dossiers soit de la capacité d'accueil, de l'entretien ou du programme de qualité de l'air intérieur;

CONSIDÉRANT que certains établissements ont besoin d'un espace supplémentaire pour respecter le régime pédagogique;

CONSIDÉRANT que le CSSDM est en attente d'autorisation du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) concernant plusieurs projets d'agrandissement et de construction liés à l'ajout d'espace;

CONSIDÉRANT que le CSSDM doit faire part aux instances de la Ville de Montréal concernant les besoins d'espace pour les secteurs en développement et/ou en planification, notamment de Namur – De La Savane (Hippodrome et Triangle), du PPU Henri-Bourassa Ouest, du secteur la gare Chabanel et de la gare Ahuntsic, du PPU Assomption-Nord, du Technopôle Angus, de Bridge-Bonaventure, de Louvain Est, du PPU des Faubourgs, du quartier Bellechasse, du centre-ville de Montréal, du secteur de Rouen, du TOD Radisson, du TOD Bois-Franc ainsi que tous les projets de développements résidentiels d'envergure;

### ***Secteur 1 et 2 — Cartierville Ouest et Est***

CONSIDÉRANT que l'agrandissement de l'école Louisbourg devrait être livré pour la rentrée scolaire 2021-2022;

CONSIDÉRANT que le nombre de places au secondaire n'est pas suffisant pour scolariser tous les élèves de Cartierville Est et Ouest;

CONSIDÉRANT que le développement du TOD Bois-Franc va entraîner la construction de centaines de nouvelles habitations aux abords du boulevard Laurentien;

CONSIDÉRANT que l'école La Dauversière est située à proximité de l'immeuble transitoire n° 323 sis au 2005, rue Victor-Doré et que la capacité d'accueil de l'école ne répond pas pleinement aux besoins du secteur;

### ***Secteur 3 — Ahuntsic-Bordeaux***

CONSIDÉRANT la livraison prochaine d'un agrandissement de dix classes pour répondre aux besoins des élèves du secteur à l'école Fernand-Seguin, pavillon Hubert-Reeves et la réfection majeure du pavillon Julie-Payette;

CONSIDÉRANT que le nombre de places au primaire et au secondaire n'est pas suffisant pour scolariser tous les élèves du secteur Ahuntsic-Bordeaux, malgré les projets autorisés;

CONSIDÉRANT le développement résidentiel prévu dans le secteur du PPU Henri-Bourassa Ouest, dans le secteur de la gare Bois-Francs, de plusieurs projets immobiliers prévus à court et moyen terme (1-10 an) et du redéveloppement du secteur Ahuntsic-Chabanel sur un plus long horizon (20 ans);

CONSIDÉRANT que le MEQ a autorisé, en 2018, un projet d'ajout d'espace à l'école Sophie-Barat de 200 à 250 places;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux de réhabilitation sont à réaliser dans les prochaines années à l'école Sophie-Barat;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux de réhabilitation sont à réaliser dans les prochaines années à l'école Ahuntsic;

CONSIDÉRANT les travaux intrusifs et urgents à exécuter à l'école Sophie-Barat, bâtiment principal, situé au 1239, boulevard Gouin Est;

CONSIDÉRANT que les espaces disponibles au bâtiment, situés au 8961, 6<sup>e</sup> Avenue sont disponibles et libres à la scolarisation;

CONSIDÉRANT la situation exceptionnelle de l'école Sophie-Barat, les espaces situés au 8961, 6<sup>e</sup> Avenue ne sont plus disponibles pour l'école primaire Marie-Rivier;

CONSIDÉRANT les besoins d'ajout d'espace au secondaire des secteurs scolaires de Cartierville (secteur 1 et 2), Ahuntsic-Bordeaux (secteur 3) et de Saint-Michel Nord (secteur 4 et 5);

#### ***Secteur 4 et 5 — Saint-Michel Nord-Ouest et Nord-Est***

CONSIDÉRANT la capacité d'accueil actuelle des deux bâtiments de l'école Saint-Bernardin excède les besoins d'espace de son territoire-école d'une dizaine de locaux, les locaux de classes modulaires ne seront plus requis;

CONSIDÉRANT que la reconstruction de l'école Sainte-Lucie devrait être terminée pour l'automne 2021 et que l'école devrait retourner à son bâtiment d'origine;

CONSIDÉRANT que l'espace transitoire de l'école Louis-Joseph-Papineau devrait être libéré suite au départ de l'école Sainte-Lucie et que des travaux prévus au bâtiment de l'école Louis-Joseph-Papineau pourraient empêcher l'utilisation de certains locaux durant ceux-ci;

CONSIDÉRANT que des travaux de réhabilitation sont à venir à l'école Saint-Noël-Chabanel, pavillon des Bâisseurs;

#### ***Secteur 6 — Saint-Michel Sud***

CONSIDÉRANT le besoin de plateaux sportifs pour l'école Joseph-François-Perrault pour respecter le régime pédagogique;

CONSIDÉRANT que le projet de construction d'une salle d'enseignement de la musique avec des locaux de pratique à l'école Joseph-François-Perrault a franchi une première étape vers sa réalisation;

CONSIDÉRANT que des travaux de réhabilitation sont à venir au bâtiment n° 312 — école Joseph-François-Perreault, annexe;

**Secteur 7 — Villeray**

CONSIDÉRANT que des travaux de réhabilitation sont à venir au bâtiment n° 357 — école Saint-Gabriel-Lalemant annexe;

**Secteur 8 — Parc-Extension**

CONSIDÉRANT les besoins d'ajout d'espace primaire dans le secteur scolaire Parc-Extension;

CONSIDÉRANT que l'école Barclay cohabite avec les Amis des mots, l'Université de Montréal (partenariat éducatif), Fusion jeunesse et le CLSC des Faubourgs;

CONSIDÉRANT les travaux envisagés au bâtiment n° 042 — Complexe William-Hingston;

CONSIDÉRANT que des travaux de réhabilitation sont à venir au bâtiment n° 179 — école Camille-Laurin, annexe;

**Secteur 9 — Petite-Patrie**

CONSIDÉRANT le développement résidentiel envisagé dans le secteur du futur quartier Bellechasse;

CONSIDÉRANT les travaux envisagés au bâtiment n° 191 — école Saint-Ambroise, annexe;

**Secteur 10 et 11 — Rosemont Ouest et Est**

CONSIDÉRANT que des projets d'ajout d'espace seront livrés que des travaux sont envisagés sur certains immeubles et que des immeubles pourront desservir prochainement la population scolaire de Rosemont;

CONSIDÉRANT la création d'un secteur complet d'habitations dans le secteur Angus;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux sont à réaliser dans les prochaines années à l'école Saint-Jean-de-Brébeuf et que les travaux de réhabilitation majeure au 6361, 6<sup>e</sup> Avenue devraient être terminés à l'automne 2022;

CONSIDÉRANT que les travaux d'agrandissement de l'école Saint-Albert-le-Grand devraient être terminés pour l'automne 2021;

CONSIDÉRANT que l'école Saint-Albert-le-Grand devrait libérer le bâtiment n° 340, 5015, 9<sup>e</sup> Avenue à la fin des travaux à son bâtiment d'origine, que l'école Saint-Jean-de-la-Lande est à proximité du bâtiment, que la capacité d'accueil des pavillons de l'école ne suffisent pas pour répondre aux besoins anticipés et que des modulaires sont installés sur le site du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux sont à réaliser dans les prochaines années à l'école des Monarques, édifice Marie-Rollet et que les travaux d'ajout d'espace au 6755, 36e Avenue devraient être terminés à l'automne 2021;

CONSIDÉRANT que plusieurs immeubles pourront desservir prochainement la population scolaire et qu'à l'automne 2019 une première consultation de quartier a été effectuée sur la destination de ses immeubles;

CONSIDÉRANT le besoin d'espace pour la population scolaire de l'École des métiers de l'horticulture de Montréal;

CONSIDÉRANT la volonté du CSSDM de prioriser la construction d'une nouvelle école d'horticulture au Jardin botanique de Montréal afin de regrouper les programmes et les ressources;

### ***Secteur 12 — Tétreaultville***

CONSIDÉRANT que plusieurs immeubles additionnels pourront desservir prochainement la population scolaire de Tétreaultville et du CSSDM;

### ***Secteur 13 — Mercier***

CONSIDÉRANT que l'école Édouard-Montpetit offre un programme sports-études pour lequel un espace extérieur est nécessaire pour la pratique de plusieurs sports, dont le baseball;

CONSIDÉRANT que l'école Édouard-Montpetit a conclu une entente avec la Ville de Montréal concernant l'utilisation de terrains de baseball des parcs Liébert (situé au 2826, rue Liébert) et Jean-Amyot (situé au 6110, rue de Marseille);

CONSIDÉRANT que l'école Maisonneuve occupera temporairement l'espace transitoire de l'école Édouard-Montpetit;

CONSIDÉRANT le besoin d'espace pour la population scolaire desservit par l'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal;

CONSIDÉRANT les développements immobiliers anticipés dans le secteur du PPU l'Assomption Nord;

CONSIDÉRANT la planification du projet de densification aux abords du métro Radisson;

### ***Secteur 14 — Hochelaga-Maisonneuve***

CONSIDÉRANT le partenariat avec le Club Rotary pour le projet Déclit à l'école Chomedey-De Maisonneuve;

CONSIDÉRANT que des travaux majeurs doivent être réalisés à l'immeuble où est située l'école Maisonneuve et qu'il ne serait pas possible de les exécuter en cohabitation;

CONSIDÉRANT que l'école Maisonneuve est délocalisée au 6200, avenue Pierre-De Coubertin comme adresse pour le temps de la délocalisation, et ce, depuis la rentrée 2020-2021;

CONSIDÉRANT que le locataire du 4650, rue Ontario (bâtiment n° 388) a quitté l'immeuble et que l'école Maisonneuve devrait réintégrer le bâtiment 103, situé au 1680, avenue Morgan pour la rentrée 2022-2023;

CONSIDÉRANT que l'immeuble n° 105 situé au 2570, rue Nicolet partiellement occupé et que celui-ci pourrait représenter un potentiel pour la scolarisation;

CONSIDÉRANT que l'École des métiers de l'équipement motorisé de Montréal (EMEMM) doit louer des locaux au bâtiment situé au 2350, rue Dickson, porte 400 pour combler le besoin d'espace de l'école;

CONSIDÉRANT que le déménagement du centre administratif au 5100, rue Sherbrooke Est;

CONSIDÉRANT que le secteur de Rouen est appelé à devenir un quartier résidentiel de plusieurs milliers d'habitations;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux sont à réaliser dans les prochaines années à l'école Saint-Clément;

#### ***Secteur 15 — Grand-Plateau***

CONSIDÉRANT que l'École des métiers de la construction de Montréal (EMCM) utilise des locaux à Lévis et à l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine pour répondre aux besoins de ses élèves;

CONSIDÉRANT le besoin d'espace de l'école Saint-Pierre-Claver afin que l'école puisse respecter le régime pédagogique en éducation physique;

CONSIDÉRANT le besoin d'espace du centre Champagnat pour répondre aux besoins de ses élèves;

CONSIDÉRANT le projet de réhabilitation majeure de l'école FACE qui ne pourra pas se faire en cohabitation;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux sont à réaliser dans les prochaines années à l'école de l'Étincelle;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux sont à réaliser dans les prochaines années à l'école Le Plateau;

#### ***Secteur 16 — Ville-Marie***

CONSIDÉRANT les nouveaux développements résidentiels dans le secteur PPU des Faubourgs;

CONSIDÉRANT l'intention du CSSDM de faciliter l'intégration des élèves du 2<sup>e</sup> cycle du secondaire à l'École des métiers des Faubourgs-de-Montréal (EMFM);

CONSIDÉRANT la volonté de trouver des locaux du CSSDM pour l'EMFM;

CONSIDÉRANT les besoins d'espaces du Centre Lartigue;

**Secteur 24 — Centre-Ville Ouest (Peter-McGill)**

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas d'école primaire dans le secteur;

CONSIDÉRANT la volonté de garder les familles au Centre-ville;

CONSIDÉRANT qu'un montant de l'ordre de 10 % a été octroyé en juin 2019 pour réaliser les études nécessaires à la réalisation d'un projet sur le site du Grand Séminaire;

**Secteur 17 — Saint-Henri–Petite-Bourgogne–Griffintown**

CONSIDÉRANT le financement et les propositions pour construire une école dans le secteur Griffintown;

**Secteur 18 — Pointe-Saint-Charles**

CONSIDÉRANT les développements résidentiels qui pourraient être envisagés dans le secteur de Bridge-Bonaventure, dont le Bassin Wellington;

**Secteur 19 — Côte-Saint-Paul**

CONSIDÉRANT les travaux de réfection majeurs de l'école Saint-Jean-de-Matha, la disponibilité des espaces transitoires de l'école secondaire Honoré-Mercier ainsi que des espaces disponibles dans l'école Cœur-Immaculé-de-Marie;

**Secteur 20 — Notre-Dame-de-Grâce**

CONSIDÉRANT que le bâtiment excédentaire de la Commission scolaire English-Montréal, située au 4635, place Borden est utilisé pour la scolarisation des élèves du territoire-école Marc-Favreau du CSSDM;

CONSIDÉRANT que des propositions ont été reçues dans le cadre de l'avis d'appel d'intérêt publié pour le secteur Notre-Dame-de-Grâce;

**Secteur 21 et 22 — Côte-des-Neiges Est et Ouest**

CONSIDÉRANT le besoin d'espace du Centre Pauline-Julien pour répondre aux besoins de ses élèves;

CONSIDÉRANT les besoins scolaires présents et à venir dus aux projets immobiliers réalisés et ceux à venir dans les secteurs Namur-De La Savane (Triangle, Westbury, etc.) et plus précisément pour la proposition de la Ville de Montréal pour un projet mixte école-logements au 5100, rue Paré;

CONSIDÉRANT que le bâtiment excédentaire de la CSEM est occupé par l'école des Nations du CSSDM, et ce, depuis plusieurs années;

CONSIDÉRANT que d'importants travaux sont à réaliser dans les prochaines années à l'école Notre-Dame-des-Neiges;

**Secteur Côte-des-Neiges Ouest**

CONSIDÉRANT les besoins scolaires présents et à venir dus aux projets immobiliers réalisés et ceux à venir dans les secteurs Namur-De La Savane (Triangle, Westbury, etc.);

CONSIDÉRANT que d'importants travaux sont à réaliser dans les prochaines années à l'école Internationale (primaire);

CONSIDÉRANT les propositions soumises dans le rapport déposé;

Tel que proposé par M. Jean-Pierre Gauvin et appuyé par Mme Sandra Boisse, il est unanimement **RÉSOLU** :

- 1° d'APPROUVER le Plan triennal de répartition et de destination des immeubles (PTRDI) scolaires 2021-2024 du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) à l'annexe I;
- 2° de RÉAFFIRMER la pertinence de l'orientation de base du CSSDM de concevoir l'école comme une institution de quartier et de privilégier l'école de proximité;
- 3° de MANDATER la direction générale du CSSDM afin de poursuivre les représentations auprès du gouvernement du Québec et des instances de la Ville de Montréal concernant les besoins d'espace pour les secteurs en développement et/ou en planification, notamment de Namur – De La Savane (Hippodrome et Triangle), du PPU Henri-Bourassa Ouest, du secteur la gare Chabanel et de la gare Ahuntsic, du PPU Assomption-Nord, du Technopôle Angus, de Bridge-Bonaventure, de Louvain Est, du PPU des Faubourgs, du quartier Bellechasse, du centre-ville de Montréal ainsi que tous les projets de développement résidentiel d'envergure;
- 4° de POURSUIVRE les démarches pour que soient réservés des terrains ou des espaces pour des écoles dans plusieurs secteurs en développement;
- 5° de MANDATER la direction générale du CSSDM afin de poursuivre les négociations avec la CSEM concernant le partage, l'acquisition et la location de bâtiments ou de terrains;
- 6° de MANDATER les directions d'unité et les directions d'établissement afin de s'assurer que toutes les consultations auprès des conseils d'établissement concernés par un projet soient réalisées, et ce, tout en respectant les délais prescrits par la *Loi sur l'instruction publique* (LIP);
- 7° de MANDATER les directions d'unité et le Bureau des communications et de la participation citoyenne pour s'assurer que les communautés soient informées des différentes étapes liées aux projets d'ajout d'espace, de réhabilitation ou de rénovation majeure;

- 8° de MANDATER le Service de l'organisation scolaire pour délivrer un acte d'établissement ou le modifier si nécessaire dans le cas de fermeture, de révocation, d'annexion ou de cohabitation;
- 9° de MANDATER, s'il y a ouverture d'un nouvel établissement, le Service du secrétariat général pour procéder aux vérifications nécessaires pour obtenir l'autorisation concernant la dénomination de cet établissement;
- 10° de DÉMANTELER les classes modulaires, installées temporairement, lorsque des travaux d'ajout d'espace, de construction ou de rénovation sont terminés et que leur utilisation n'est plus nécessaire;
- 11° de MANDATER le Service des ressources matérielles pour procéder à la demande d'allocation du MEQ (mesure 30145) pour l'ajout, la location et le démantèlement des classes modulaires;
- 12° de MANDATER le Service des ressources matérielles pour procéder à la demande de financement au MEQ (mesures 50511, 50512 et autres);
- 13° de POURSUIVRE, lorsque nécessaire, la cohabitation des établissements afin de permettre la scolarisation des élèves;
- 14° de COMMENCER, de POURSUIVRE ou de CESSER, lorsque nécessaire, la délocalisation partielle ou complète d'un établissement afin de permettre la scolarisation des élèves;
- 15° de MANDATER le Service des ressources matérielles pour poursuivre les analyses ou les travaux pouvant mener à la reprise, pour des fins de scolarisation, d'immeubles excédentaires, lorsque nécessaire;
- 16° de MANDATER le Service des ressources matérielles pour aviser le ou les locataires de la reprise éventuelle des locaux selon les conditions précisées au bail;
- 17° de POURSUIVRE les démarches entreprises menant à l'aliénation des immeubles excédentaires :
  - n° 327 situé au 11760, avenue Robert Giffard
  - n° 318L situé au 7950, 2<sup>e</sup> Avenue
  - n° 321 situé au 8833, boulevard Saint-Michel
  - n° 418 situé au 4120, 43<sup>e</sup> Rue
  - n° 364 situé au 6970, rue Marquette
  - n° 172 situé au 6839, rue Drolet
  - n° 057 situé au 6255, rue Boyer
  - n° 252 situé au 6315, 13<sup>e</sup> Avenue
  - n° 381 situé au 1905, rue de Cadillac
  - n° 346 situé au 6905, rue Notre-Dame
  - n° 276 situé au 1130, boulevard Saint-Joseph Est;

- 18° de MANDATER le Service des ressources matérielles afin de procéder aux négociations des conditions concernant l'utilisation ou la location de locaux à l'externe, notamment pour certains centres de formation professionnelle ou pour adultes et de DÉPOSER un rapport à la direction générale précisant les modalités des sommes allouées à chacune de ces occupations;
- 19° de MANDATER le Service du secrétariat général pour faire les avis publics prévus à l'article 212 de la LIP lorsqu'il y a une révocation d'un acte d'établissement prévu ou une modification de l'ordre d'enseignement, du cycle, d'une partie de cycle ou de la cessation de l'enseignement du préscolaire;
- 20° de MANDATER le Service de l'organisation scolaire pour planifier et maximiser l'utilisation des espaces transitoires dans les différents bâtiments du CSSDM;
- 21° de RAPPELER le statut transitoire de certains locaux et d'adapter les modalités de consultation en fonction des circonstances particulières;
- 22° de RAPPELER que, malgré la volonté gouvernementale concernant les 4 ans, la priorité demeure l'augmentation de l'espace pour les élèves actuellement inscrits dans les écoles du CSSDM;
- 23° de CONSULTER, en fonction de la situation qui prévaut, les conseils d'établissements impliqués, le comité de parents, le comité de secteur et les arrondissements sur les potentielles délocalisations pour les établissements suivants :
- Centre William-Hingston
  - École Ahuntsic
  - École Barthélemy-Vimont
  - École Camille-Laurin
  - École de l'Étincelle
  - École des Monarques, pour l'édifice Marie-Rollet
  - École FACE
  - École Joseph-François-Perrault, annexe
  - École Saint-Ambroise
  - École Saint-Gabriel-Lalemant, annexe
  - École Saint-Jean-de-Brébeuf
  - École Saint-Jean-de-Matha
  - École Sophie-Barat;

**Secteur 1 et 2 — Cartierville Est et Ouest**

- 24° d'ARRÊTER la location de gymnases au YMCA Cartierville pour l'école Louisbourg suite à la livraison de l'agrandissement;
- 25° de POURSUIVRE les démarches afin d'augmenter la capacité d'accueil au préscolaire et au primaire;

### **Secteur 3 — Ahuntsic–Bordeaux**

- 26° de CONSULTER les conseils d'établissements et les intervenants du milieu sur la destination potentielle à donner à l'agrandissement de dix groupes à l'école Fernand-Seguin pavillon Hubert-Reeves pour desservir des élèves de secteur, pour la fin des travaux du pavillon Julie-Payette;
- 27° de POURSUIVRE les démarches afin d'augmenter la capacité d'accueil au préscolaire, au primaire et au secondaire, notamment en évaluant la possibilité de déposer une demande de financement au MEQ pour un ou plusieurs projets d'ajout d'espace, potentiellement dans les sites suivants :
- Sophie-Barat, annexe (secondaire)
  - Réserver un terrain dans le secteur des gares Ahuntsic et Chabanel
  - Réserver un terrain dans le projet Louvain Est (préscolaire et primaire);
- 28° de POURSUIVRE la sollicitation auprès du MEQ et de l'arrondissement afin de réserver un terrain et de prévoir le financement pour l'acquérir et construire une école directement dans le secteur du PPU Henri-Bourassa Ouest, considérant les développements résidentiels prévus;
- 29° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement de l'école Sophie-Barat, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux;
- 30° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux à l'école Ahuntsic;
- 31° de POURSUIVRE pour l'école Sophie-Barat l'occupation des locaux situés au 8961, 6<sup>e</sup> Avenue jusqu'à la mise sur pied d'une solution complète;
- 32° de SOLLICITER la collaboration du MEQ et de l'Arrondissement Ahuntsic-Cartierville afin de trouver une solution pouvant répondre aux besoins des élèves de Sophie-Barat;
- 33° de SOLLICITER des propositions visant à répondre aux besoins scolaires pour les élèves de niveau secondaire dans le nord du territoire composé des secteurs scolaires Cartierville (1 et 2), Ahuntsic-Bordeaux (3) et Saint-Michel Nord (4 et 5);
- 34° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement de l'école Sophie-Barat, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux planifiés;
- 35° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement de l'école Ahuntsic, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux;

#### **Secteur 4 et 5 — Saint-Michel Nord Est et Ouest**

- 36° de RETIRER les locaux modulaires à l'école Saint-Bernardin suite à la livraison de l'annexe de l'école Saint-Bernardin;
- 37° de MODIFIER l'acte d'établissement de l'école Sainte-Lucie pour indiquer que l'école occupe le bâtiment n° 320 et n'utilise plus l'espace transitoire au bâtiment n° 028;
- 38° de MODIFIER l'acte d'établissement de l'école Louis-Joseph-Papineau pour indiquer que l'école occupe la totalité du bâtiment n° 028 – l'école secondaire et l'espace transitoire – suite au départ de Saint-Lucie et en attendant un potentiel occupant de la section transitoire du bâtiment;
- 39° de POURSUIVRE, la location des locaux à l'école St. Dorothy de la Commission scolaire English-Montréal pour l'année scolaire 2020-2021 afin de répondre aux besoins du CSSDM;
- 40° de MODIFIER l'acte d'établissement de Marie-Rivier afin d'y retirer les espaces sis au 8961, 6<sup>e</sup> Avenue;
- 41° de POURSUIVRE l'analyse en lien avec la délocalisation potentielle des élèves de l'école Saint-Noël-Chabanel, pavillon des Bâtisseurs;
- 42° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux à l'école Saint-Noël-Chabanel, pavillon des Bâtisseurs;

#### **Secteur 6 — Saint-Michel Sud**

- 43° de POURSUIVRE, pour l'école Joseph-François-Perrault, l'utilisation des locaux à l'Académie Ness Martial, située au 3700, boulevard Crémazie Est, pour les années 2021 à 2024;
- 44° de POURSUIVRE, pour l'école Joseph-François-Perrault, l'utilisation du gymnase au Centre Étienne-Desmarteaux situé au 3430, rue de Bellechasse pour les années 2021 à 2024;
- 45° de POURSUIVRE les démarches pour la construction d'une salle d'enseignement de la musique à l'école Joseph-François-Perrault;
- 46° de POURSUIVRE l'analyse en lien avec la délocalisation potentielle des élèves de l'annexe de l'école Joseph-François-Perrault;

#### **Secteur 7 — Villeray**

- 47° de CONSULTER le conseil d'établissement de l'école Saint-Gabriel-Lalemant au sujet des modifications à l'acte d'établissement en lien avec la délocalisation d'élèves de l'annexe au bâtiment n° 278 – 7378, rue Lajeunesse;

### **Secteur 8 — Parc-Extension**

- 48° de SOLLICITER des propositions visant à insérer une école publique primaire dans le secteur scolaire;
- 49° de POURSUIVRE la cohabitation entre les organismes Les Amis des Mots, l'Université de Montréal (partenariat éducatif), Fusion jeunesse, le CLSC des Faubourgs et l'école Barclay au bâtiment no 090 situé au 7941, avenue Wiseman;
- 50° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment les conseils d'établissement des deux établissements scolaires et les partenaires occupants du Centre William-Hingston, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux;
- 51° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement de l'école Camille-Laurin, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux;

### **Secteur 9 — La Petite-Patrie**

- 52° de MANDATER la direction générale du CSSDM afin de solliciter le MEQ, la Ville et l'arrondissement afin de réserver un terrain et de prévoir le financement pour l'acquérir et y construire une école directement dans le futur quartier Bellechasse, considérant les développements résidentiels prévus;
- 53° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement de l'école Saint-Ambroise, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux;

### **Secteur 10 et 11 — Rosemont Ouest et Est**

- 54° de POURSUIVRE les démarches menant à la construction une école primaire dans le secteur Angus ou pour mettre en place d'autres pistes de solution en collaboration avec l'arrondissement pour planifier l'arrivée de la population scolaire dans ce secteur;
- 55° de POURSUIVRE, pour l'école Saint-Albert-le-Grand, l'utilisation du bâtiment n° 340 situé au 5015, 9e Avenue jusqu'à la fin des travaux d'agrandissement;
- 56° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, le conseil d'établissement de l'école Saint-Jean-de-la-Lande au sujet de modifications à l'acte d'établissement en lien avec l'ajout du bâtiment n° 340 – 5015, 9e Avenue comme annexe suite au départ de l'école Saint-Albert-le-Grand;
- 57° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, le conseil d'établissement de l'école Saint-Jean-de-Brébeuf au sujet des modifications à l'acte d'établissement en lien avec la délocalisation au bâtiment n° 215 – 6361, 6e Avenue;

58° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, le conseil d'établissement de l'école des Monarques, édifice Marie-Rollet au sujet des modifications à l'acte d'établissement en lien avec la délocalisation au bâtiment n° 215 – 6755, 36<sup>e</sup> avenue et de l'installation de modulaires sur le site ou à St-Jean-Vianney;

59° d'ACCOMPAGNER les milieux lors des prochains mois afin d'assurer une transition sereine pour optimiser l'occupation des immeubles suivants :

- n° 267 – 4430, rue Bélanger (capacité : six groupes)
- n° 297 — Centre Alphonse-Desjardins (capacité de dix groupes)
- n° 190 — 4315, avenue Beaubien (capacité de six groupes)

en faveur des élèves, des équipes-écoles et des parents;

60° de POURSUIVRE, pour l'École des métiers de l'horticulture de Montréal (EMHM), l'utilisation de la bibliothèque et la location des quatre serres et des locaux au pavillon Marie-Victorin du Jardin botanique de Montréal situé au 4101, rue Sherbrooke Est, pour les années 2021 à 2024;

61° de POURSUIVRE, pour l'EMHM, l'utilisation des locaux du bâtiment « 5600 Hochelaga » pour les années 2021 à 2024;

62° de MANDATER la direction générale du CSSDM afin de solliciter le MEQ et la Ville afin de construire une nouvelle École des métiers de l'horticulture de Montréal (EMHM) sur le site du Jardin botanique;

### **Secteur 12 – Tétreaultville**

63° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les conseils d'établissements et la communauté sur la destination potentielle à donner notamment aux immeubles :

- n° 303 - 8300 de Teck (capacité : 22 groupes/696 places-élèves au secondaire)
- n° 110 – 3075 Lebrun (capacité : 16 groupes)
- n° 177 – 2205 rue Mousseau (capacité à confirmer)

pour répondre aux besoins des élèves du secteur de planification;

### **Secteur 13 — Mercier**

64° de POURSUIVRE pour l'école Édouard-Montpetit, l'utilisation des installations extérieures pour la pratique de l'activité baseball du programme sports-études, pour l'année scolaire 2020-2021;

65° de POURSUIVRE pour l'école Maisonneuve l'occupation des locaux situés au 6200, avenue Pierre-De Coubertin, dans la section transitoire de l'école Édouard-Montpetit;

- 66° de POURSUIVRE pour l'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (EMAM) l'utilisation des locaux loués à l'aéroport de Mirabel, au 11800, rue Service A-5, à Trois-Rivières, au 3005, rue Lindbergh, et à Québec, au 800, 8<sup>e</sup> Rue de l'Aéroport, pour l'année scolaire 2020-2021;
- 67° de SOLLICITER le MEQ et l'arrondissement afin réserver un terrain et de prévoir le financement pour acquérir le terrain et y construire une école directement dans le secteur du PPU Assomption Nord, considérant les développements résidentiels prévus;
- 68° d'ENVISAGER de solliciter le MEQ, de l'Arrondissement et la Ville de Montréal afin de réserver des terrains dans le secteur du TOD Radisson et de prévoir le financement pour y construire une école primaire en fonction de la disponibilité des espaces dans le secteur et la proximité des écoles vis-à-vis les lieux de résidences des élèves;

#### **Secteur 14 — Hochelaga-Maisonneuve**

- 69° de POURSUIVRE, pour l'école Chomedey-De Maisonneuve, l'utilisation des locaux nécessaires au projet Déclis au bâtiment situé au 4240, rue Ontario Est, pour les années 2021-2024;
- 70° de POURSUIVRE, pour l'école Maisonneuve, l'utilisation des locaux nécessaires au 4650, rue Ontario Est, pour son service de garde;
- 71° de POURSUIVRE les analyses et de consulter le milieu (directions d'unité, personnel, conseil d'établissement, parents) à l'égard du réaménagement du 2570, rue Nicolet et son utilisation par l'école De l'Étincelle; d'ENVISAGER de déposer une demande de financement au MEQ pour un projet afin de réhabiliter le bâtiment no 105 situé au 2570, rue Nicolet;
- 72° de CONSULTER les conseils d'établissements et la communauté sur la destination potentielle à donner notamment aux immeubles :
- n° 388 – 4650, rue Ontario Est (capacité de 6 groupes)
  - n° 160 – 3349, rue Adam (capacité projetée de 21 groupes)
  - n° 132 – 4100, rue Hochelaga (capacité à confirmer)
- pour répondre aux besoins des élèves du secteur;
- 73° de POURSUIVRE, pour l'EMEMM, l'utilisation des locaux du bâtiment situé au 2350, rue Dickson, porte 400 pour les années 2021 à 2024;
- 74° de CONSULTER, en collaboration avec le Bureau des communications et de la participation citoyenne, la communauté sur la destination potentielle à donner au terrain et aux immeubles du siège social du CSSDM, notamment le 3737, rue Sherbrooke Est et le 3700, rue Rachel Est pour répondre aux besoins des élèves et de la communauté;

- 75° de POURSUIVRE les démarches pour desservir à proximité du lieu de résidence les élèves du secteur de Rouen, notamment en analysant la reprise pour le primaire des bâtiments situés au 4100, rue Hochelaga et au 4650, rue Ontario Est;
- 76° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux à l'école Saint-Clément;

### **Secteur 15 — Grand-Plateau**

- 77° de POURSUIVRE, pour l'EMCM, l'utilisation gratuite des locaux situés au 7401, rue Hochelaga à Montréal et au 9, rue Monseigneur-Gosselin à Lévis pour les années 2021 à 2024;
- 78° de POURSUIVRE, pour l'école Saint-Pierre-Claver, l'utilisation des locaux au Centre du Plateau (Ville de Montréal), situé au 2275, boulevard Saint-Joseph Est, pour les années 2021 à 2024;
- 79° de POURSUIVRE, pour le centre Champagnat, l'utilisation des locaux situés au 1200, boulevard Crémazie pour les années 2021-2024 et d'ANALYSER d'autres scénarios afin de mettre en place une solution pérenne pour répondre aux besoins de scolarisation des élèves adultes ayant des besoins particuliers;
- 80° de POURSUIVRE l'analyse des différents scénarios menant au projet de réhabilitation de l'immeuble situé au 3449, rue University occupé par l'école FACE, en collaboration avec le comité de travail et la Société québécoise des infrastructures (SQI);
- 81° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux à l'école de l'Étincelle;
- 82° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux à l'école Le Plateau;

### **Secteur 16 — Ville-Marie**

- 83° de POURSUIVRE l'analyse des facteurs et scénarios visant à déployer une offre de services éducatifs adaptée aux besoins des différentes populations scolaires dans le but de favoriser la réussite des élèves et la rétention des familles dans les écoles primaires et secondaires du secteur;
- 84° de MANDATER la direction générale du CSSDM afin de solliciter le MEQ et Ville afin de réserver un terrain et de prévoir le financement pour l'acquérir et y construire une école directement dans le secteur du PPU des Faubourgs, considérant les développements résidentiels prévus;
- 85° de POURSUIVRE la formation à l'hôpital Verdun, situé au 4000, boulevard LaSalle pour l'EMFM, pour les années 2021 à 2024;

86° de POURSUIVRE, pour le Centre Lartigue, l'utilisation de locaux au bâtiment no 134 sis au 1750, rue Saint-André;

**Secteur 24 — Centre-Ville Ouest (Peter-McGill)**

87° de POURSUIVRE les démarches en vue de soumettre un dossier d'opportunité au MEQ afin de réserver le terrain proposé par le Grand Séminaire et d'y construire une école primaire;

**Secteur 17 - Saint-Henri — Petite-Bourgogne – Griffintown**

88° de POURSUIVRE les démarches visant à doter le secteur Griffintown d'une école;

**Secteur 18 — Pointe-Saint-Charles**

89° d'ENVISAGER de solliciter le MEQ, l'Arrondissement et la Ville de Montréal afin de réserver un terrain et de prévoir le financement pour l'acquérir et y construire une école directement dans le secteur Bridge-Bonaventure si un projet résidentiel y est prévu;

**Secteur 19 — Côte-Saint-Paul**

90° de MODIFIER l'acte d'établissement de Saint-Jean-de-Matha afin d'y ajouter les espaces transitoires sis 1935, boulevard Desmarchais et au 1845, boulevard Desmarchais pour la rentrée 2021-2022;

**Secteur 20 — Notre-Dame-de-Grâce**

91° de SOLLICITER le MEQ afin d'acquérir définitivement le 4635, Place Borden de la CSEM;

92° de POURSUIVRE les démarches relatives à l'analyse de la proposition reçue par le YMCA Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre de l'avis d'appel à intérêt qui a été publié pour le secteur;

**Secteur 21 et 22 — Côte-des-Neiges Est et Ouest**

93° de POURSUIVRE, pour le centre Pauline-Julien, la location au 6750, chemin de la Côte-des-Neiges pour l'année scolaire 2021-2022;

94° de POURSUIVRE les démarches auprès le MEQ et l'arrondissement afin réserver un terrain et de prévoir le financement pour la réalisation d'une école pour le secteur le Triangle Namur/Jean-Talon;

95° de POURSUIVRE les négociations avec la CSEM pour acquérir le bâtiment no184, situé au 4860, rue Vézina pour l'école Des Nations;

96° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux à l'école Notre-Dame-des-Neiges;

- 97° de CONSULTER, lorsque plus de renseignements seront disponibles, les instances concernées, notamment le conseil d'établissement, sur les solutions qui seront proposées pour réaliser les travaux à l'école Internationale (primaire);
- 98° de POURSUIVRE la sollicitation auprès du MEQ, de l'Arrondissement et la Ville de Montréal afin de réserver des terrains dans le secteur de Namur-Hippodrome et de prévoir le financement pour y construire des infrastructures scolaires desservent le préscolaire, le primaire et le secondaire.

12. Service des ressources matérielles – demande d'autorisation pour la signature d'une prolongation de bail en faveur du Centre de la petite enfance Autour du monde

Document déposé : Rapport CA-33-202012-01 en date du 21 octobre 2020 de Mme Marie-Laure Detroye concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT que le projet de réhabilitation du bâtiment sis au 415, rue St-Roch est inscrit au Plan directeur d'investissement de 2020-2025;

CONSIDÉRANT les conclusions des études menées par les firmes *Bouthillette Parizeau, Cima + et Héroïse Thibodeau Architecte inc.*;

CONSIDÉRANT l'ampleur et le type de travaux à réaliser et l'extrême difficulté de mener ce projet de réhabilitation en présence d'occupants;

CONSIDÉRANT que les locaux libérés par le Centre de la petite enfance Autour du Monde sont ciblés pour répondre à des besoins scolaires et administratifs à la fin du projet de réhabilitation;

CONSIDÉRANT que la proposition de bail sera révisée en collaboration avec le Bureau des affaires juridiques du CSSDM;

CONSIDÉRANT que le taux applicable est celui prévu pour les locataires, selon le rapport A-33-1503 approuvé par le directeur général, lors de la 1<sup>re</sup> rencontre du 12 février 2020 (résolution 3.25), pour les baux débutant le 1<sup>er</sup> juillet 2020, soit 13,46 \$/pi<sup>2</sup>;

CONSIDÉRANT la résolution du Conseil d'administration CA-202010-09 visant à établir une délégation de pouvoirs transitoire, laquelle prévoit que tous les pouvoirs relevant du Conseil des commissaires relèvent provisoirement du Conseil d'administration;

Tel qu'il est PROPOSÉ par Mme Isabelle Perreault et APPUYÉ par Mme Johanne Carmichael, il est majoritairement **RÉSOLU** :

- 1° d'AUTORISER les représentants désignés du CSSDM à signer la prolongation de bail en faveur du Centre de la petite enfance Autour du monde pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 31 décembre 2022, sans possibilité de renouvellement et, en y incluant toutes les dispositions permettant la tenue des travaux prévus au Plan directeur d'investissement.

Mme Sandra Boisse souhaite inscrire son abstention.

13. Service des ressources matérielles – demande d'autorisation pour la signature d'un bail en faveur de l'Association des concierges des écoles du district de Montréal (ACEDM)

Document déposé : Rapport CA-33-202012-02 en date du 10 novembre 2020 de Mme Marie-Laure Detroye concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT que l'ACEDM occupe des locaux au 10730, rue Chambord depuis 2015;

CONSIDÉRANT que le bail de l'ACEDM est arrivé à échéance le 30 juin 2019;

CONSIDÉRANT l'adoption en 2017 de la grille tarifaire applicable aux locataires du CSSDM;

CONSIDÉRANT l'article 3-5.04 de la convention collective du syndicat;

CONSIDÉRANT que les syndicats sont des partenaires privilégiés du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) et les membres qui y ont été élus sont eux-mêmes employés;

CONSIDÉRANT les recommandations du Service de la gestion des personnes et du développement des compétences;

CONSIDÉRANT la résolution du Conseil d'administration CA-202010-09 visant à établir une délégation de pouvoirs transitoire, laquelle prévoit que tous les pouvoirs relevant du Conseil des commissaires relèvent provisoirement du Conseil d'administration;

Par conséquent, tel qu'il est PROPOSÉ par Mme Johanne Carmichael et APPUYÉ par M. Marc Benoit, il est unanimement **RÉSOLU** :

- 1° d'AUTORISER les représentants désignés du CSSDM à signer un bail pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021 en faveur de l'Association des concierges des écoles du district de Montréal (ACEDM) pour la location de locaux dans l'immeuble situé au 10730, rue Chambord (# 271M), selon les conditions mentionnées dans le rapport.

14. Protecteur de l'élève – avis de la protectrice de l'élève concernant un élève de la formation professionnelle – 2020-2021

Document déposé : Rapport PÉ-AVIS-46 en date du 7 décembre 2020 de Mme Maude Leclerc concernant le sujet en référence

CONSIDÉRANT l'avis PÉ-AVIS-46 transmis par la protectrice de l'élève à la secrétaire générale du CSSDM;

CONSIDÉRANT que l'avis découle de l'enquête menée auprès des personnes concernées par la demande initiale de l'élève ainsi qu'en vertu de l'article 8 du Règlement sur la procédure d'examen des plaintes établie par une commission scolaire;

CONSIDÉRANT les motifs exposés dans l'avis déposé;

Il est PROPOSÉ :

- 1° de PRENDRE acte des recommandations de la protectrice de l'élève;
- 2° d'ACCEPTER ou de REFUSER les recommandations de la protectrice de l'élève.

À ce moment, les membres du Conseil d'administration passent à une séance en huis clos pour discuter de ce point.

Dans le cadre de ce huis clos, Mme Mélisandre Shanks propose d'ajouter l'élément de proposition suivant :

- Que le mandat SOIT DONNÉ à la direction générale de réaliser chacune des recommandations et d'en faire suivi auprès du Conseil d'administration.

M. Marc Benoit propose l'adoption de la proposition telle qu'amendée.

Mme Kiléka Coulibaly appuie cette proposition.

Il est donc unanimement **RÉSOLU** :

- 1° de PRENDRE acte des recommandations de la protectrice de l'élève;
- 2° d'ACCEPTER les recommandations de la protectrice de l'élève;
- 3° que le mandat SOIT DONNÉ à la direction générale de réaliser chacune des recommandations et d'en faire suivi auprès du Conseil d'administration.

15. Rapports d'information :

Les rapports suivants sont reportés pour étude à la séance du 27 janvier 2021.

- a) INF-CA-2020-03 Service du secrétariat général – reddition de comptes au Conseil d'administration pour les rapports autorisés par le directeur général dans le cadre de la délégation de pouvoirs transitoire
- b) CA-02-202012-06 Direction générale – répartition du solde de la mesure 30391

16. Rubrique du représentant au CGTSIM

Les discussions pour ce point sont reportées à la séance du 27 janvier 2021.

17. Plan de relève de la direction générale

Les discussions pour ce point sont reportées à la séance du 27 janvier 2021.

18. Divers

À ce point, il n'y a aucune question ni aucun commentaire.

19. Levée de la séance

La séance est levée à 22 h 45.

*Secrétariat général – 1<sup>er</sup> février 2021*